

►►► 2,9 % et une dette publique à 31 % du PIB, l'économie danoise se porte bien, tirée par son industrie pharmaceutique, en particulier la compagnie Novo Nordisk, dont la valeur boursière, nourrie par le succès de ses médicaments antiobésité, Ozempic et Wegovy, dépasse désormais le PIB danois. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT



CHEF DE L'ÉTAT Felipe VI
PREMIER MINISTRE Pedro Sanchez
SUPERFICIE 506 000 km²
POPULATION (HAB.) 47,9 millions
PIB (MD \$) 1731,5 **CROISSANCE** 2,9 %
CHÔMAGE 11,6 %
MONNAIE euro
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 4,7 (67^e)

L'année 2024 restera sans nul doute gravée dans la mémoire des Espagnols comme celle des tragiques inondations qui ont fait au moins 222 morts dans la région de Valence, le 29 octobre. Fruits d'une dépression isolée à des niveaux élevés, aux effets décuplés par le réchauffement de la Méditerranée, les précipitations record tombées ce jour-là ont entraîné de terribles crues dans les communes de la banlieue sud de Valence, épicentre de la tragédie. Des dizaines de personnes y sont mortes, submergées par une véritable vague, souvent dans leur voiture, ou dans leur maison lorsqu'elles vivaient au rez-de-chaussée. Les dégâts matériels, économiques et environnementaux sont inestimables. Et la perte de confiance des citoyens envers les institutions est à la hauteur des défaillances ayant conduit à un bilan si lourd. Le gouvernement régional, chargé de la gestion décentralisée des secours, n'a envoyé un message d'alerte sur les téléphones portables de la population que dans la soirée, douze heures après que l'Agence nationale de météorologie avait placé la région en vigilance rouge, et alors que de nombreuses personnes se trouvaient déjà sous l'eau. Quant au

gouvernement, il ne pouvait ignorer les errements de la communauté autonome de Valence, mais a fait preuve d'attentisme, au nom du respect de la répartition des compétences entre administrations.

Malgré la forte croissance de l'économie espagnole (2,9 % attendus en 2024), l'année avait commencé dans un climat déjà très tendu, marqué par la loi d'amnistie accordée aux indépendantistes catalans par le premier ministre socialiste, Pedro Sanchez, à la tête d'un gouvernement de gauche en minorité au Parlement. Jusqu'à l'approbation définitive, le 10 juin, de cette loi qui efface tous les délits commis dans le contexte de la lutte indépendantiste et du référendum interdit d'octobre 2017, de grandes manifestations ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes, à Madrid, contre le gouvernement de gauche.

Grâce à la politique d'apaisement de Madrid, la Catalogne, au contraire, a vu se dégonfler le mouvement indépendantiste. Pour la première fois depuis 2012, les partis indépendantistes ne sont pas parvenus à rassembler une majorité au Parlement catalan lors des élections régionales de mai, marquées par une forte préoccupation pour la sécurité intense qui avait obligé la région à décréter des mesures de rationnement. Le Parti des socialistes de Catalogne est arrivé en tête, et son chef, Salvador Illa, ancien ministre de la santé, a pris la tête d'un gouvernement minoritaire dans la région autonome en août, après un épisode rocambolesque lors duquel le leader indépendantiste catalan Carles Puigdemont, en fuite depuis sept ans, a fait une brève apparition avant de disparaître à la barbe de la police régionale. Malgré la loi d'amnistie, il reste recherché en Espagne pour « détournement aggravé de fonds publics », la Cour suprême ayant refusé d'appliquer l'amnistie pour les délits de corruption le temps que soient résolus des recours déposés contre la norme.

CORRUPTION, TRAFIC D'INFLUENCE
Par ailleurs, l'amnistie n'a pas été suffisante pour garantir à la législature la stabilité que M. Sanchez espérait. Peinant à approuver des réformes au Congrès des députés, il a été contraint de repousser la présentation de la loi de finances 2025, alors qu'il gouverne déjà avec le budget de la loi de finances 2024. Il a aussi fait face à des scandales de corruption présumée, éclaboussant des membres de son entourage. En avril, une enquête judiciaire a été ouverte contre son épouse, Begoña Gomez, directrice d'un master en levée de

SANDRINE MOREL



CHEF DE L'ÉTAT Alar Karis
PREMIER MINISTRE Kristen Michal
SUPERFICIE 45 000 km²
POPULATION (HAB.) 1,3 million
PIB (MD \$) 43 **CROISSANCE** -0,9 %
CHÔMAGE 7,5 %
MONNAIE euro
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 7,6 (37^e)

Le 15 juillet 2024, la première ministre, Kaja Kallas, a présenté sa démission au président, Alar Karis. En poste depuis janvier 2021, la cheffe de file du Parti de la réforme (centre droit), propulsée sur la scène internationale par la guerre en Ukraine et ses positions intransigeantes face à la Russie, venait d'être nommée haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, fin juin. Son ministre du cli-

mat, Kristen Michal, l'a remplacée à la tête du gouvernement.

L'Estonie, qui est un des plus donateurs d'aide à l'Ukraine, proportionnellement à sa population, prévoit de consacrer 3,3 % de son produit intérieur brut (PIB) à la défense, ces quatre prochaines années. Le 17 septembre, une nouvelle base militaire a été inaugurée à 30 kilomètres de la frontière avec la Russie. Elle doit accueillir des soldats américains dès 2025. L'Estonie a également commencé à construire des prototypes des 600 bunkers souterrains qu'elle prévoit d'installer à la frontière, d'ici à la fin de 2026, dans le cadre de l'accord pour l'établissement d'une ligne de défense baltique.

Les dépenses militaires ont contribué à accroître le déficit public, qui devrait atteindre 3 % du PIB, en 2024, creusant un peu plus la dette du petit Etat balte, qui demeure une des plus basses d'Europe (23,2 % du PIB). En récession depuis deux ans, l'économie repart doucement, même si la croissance reste négative, plombée par une inflation encore élevée (2,5 %, selon le Fonds monétaire international), la chute des investissements et des exportations en berne. ■

A.-F.H.

FINLANDE



CHEF DE L'ÉTAT Alexander Stubb (élu le 11/02/2024, en fonctions le 01/03/2024)
PREMIER MINISTRE Petteri Orpo
SUPERFICIE 338 000 km²
POPULATION (HAB.) 5,6 millions
PIB (MD \$) 306,1 **CROISSANCE** -0,2 %
CHÔMAGE 8,3 %
MONNAIE euro
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 5,7 (54^e)

Président depuis 2012, Sauli Niinistö a tiré sa révérence, le 1^{er} mars 2024. Il a été remplacé par Alexander Stubb (libéral-conservateur), ex-premier ministre et ministre des affaires étrangères, élu avec 51,62 % des voix au second tour de l'élection présidentielle, le 11 février, devant l'ancien chef de la diplomatie, Pekka Haavisto (Ligue verte).

La campagne a révélé un large consensus politique sur les questions de défense et de sécurité. La

A.-F.H.

FRANCE



CHEF DE L'ÉTAT Emmanuel Macron
PREMIER MINISTRE François Bayrou
SUPERFICIE 579 000 km² (France métropolitaine)
POPULATION (HAB.) 66,5 millions
PIB (MD \$) 3 174,1
CROISSANCE 1,1 %
CHÔMAGE 7,4 %
MONNAIE euro
ÉMISSIONS DE CO₂ (KT) 4,2 (81^e)

MARTINIQUE



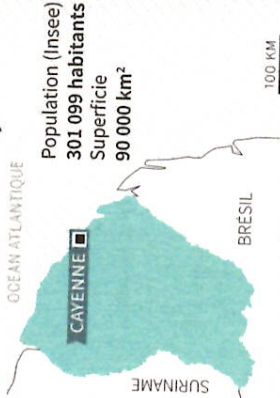
POPULATION (Insee) 347 686 habitants
SUPERFICIE 1 100 km²

GUADELOUPE



POPULATION (Insee) 375 845 habitants
SUPERFICIE 1 703 km²

GUYANE FRANÇAISE



POPULATION (Insee) 301 099 habitants
SUPERFICIE 90 000 km²

LA RÉUNION



POPULATION (Insee) 873 102 habitants
SUPERFICIE 2 500 km²

MAYOTTE



POPULATION (Insee) 310 022 habitants
SUPERFICIE 375 km²

NOUVELLE-CALÉDONIE



POPULATION (Insee*) 271 400 habitants
SUPERFICIE 18 576 km²
* en 2019

Sont représentés les départements et régions d'outre-mer et collectivités uniques, ainsi que la Nouvelle-Calédonie, qui possède un statut spécifique.